

**DECLARATION SANCTIONNANT LES TRAVAUX DE LA  
9<sup>ème</sup> REUNION DE CONCERTATION DE L'ASSOCIATION  
DES SENATS, SHOORA ET CONSEILS EQUIVALENTS  
D'AFRIQUE ET DU MONDE ARABE (ASSECAA)**

**DECLARATION**

1. Nous, membres de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Equivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA) réunis à Bujumbura en République du Burundi, du 19 au 20 septembre 2022 ;
2. Remercions le Gouvernement de la République du Burundi pour avoir accepté d'abriter les travaux de la 9<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'ASSECAA et apprécions l'accueil chaleureux qui nous a été réservé ;
3. Reconnaissons l'apport particulier du Président en exercice de l'ASSECAA ;
4. Exprimons notre gratitude à l'endroit du Sénat de la République du Burundi pour s'être investi avec succès dans la préparation de la logistique de la session et les communications relatives aux deux (2) thèmes de réflexion à savoir : 1° Les effets et les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur les économies arabo-africaines et la réponse des gouvernements ; ainsi que 2° La guerre russo-ukrainienne et ses répercussions sur les chaînes d'approvisionnement, les prix de l'énergie et des denrées

alimentaires ;

5. Confirmons que l'ASSECAA s'offre à nous comme un espace approprié pour nous entraider à développer de manière continue la diplomatie et la coopération parlementaire ;
6. Notons à l'unanimité que les crises du Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne ont produit des effets négatifs évidents sur les économies arabo-africaines qui se sont traduit notamment par une perturbation des prix du pétrole, une baisse de la demande mondiale de ce produit, une baisse du tourisme intérieur, une limitation des mouvements des populations, une baisse du niveau des revenus par habitant, une perturbation des chaînes d'approvisionnement et du commerce mondial vers l'Afrique et le monde arabe ainsi qu'une augmentation de la pauvreté ;
7. En même temps, nous déplorons que la guerre russo-ukrainienne se soit accompagnée de l'augmentation des prix alimentaires, de l'aggravation de la sécurité alimentaire arabo-africaine, de l'inflation avec un impact certain sur les économies particulièrement fragiles, de la confrontation entre les grandes puissances avec des retombées sur le reste du monde, en particulier sur les pays africains et arabes ;
8. Constatons ensemble que les pays membres de l'ASSECAA se sont engagés de manière diversifiée à faire face à la pandémie du Covid-19 notamment par des mesures directes de soutien aux revenus, des reports ou d'allègement temporaire de dettes, de gestion rationnelle des mesures barrières (confinement, port de masque, vaccination, etc.), etc. ;

9. Partageons ensemble le souci de projeter sans délai des stratégies pour faire face aux conséquences de la guerre russo-ukrainienne ou les minimiser autant que possible ;
10. Désirons promouvoir ensemble comme pays membres de l'ASSECAA une zone soudée pour le développement sur base des potentialités diverses que les uns et les autres présentent dans les domaines agricole, énergétique, commercial, etc. ;
11. Communions à l'idée selon laquelle les crises du Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne sont à prendre comme des opportunités pour l'ASSECAA de repenser la manière de gérer les crises dans la perspective de la coopération des sénats afin d'établir des mécanismes destinés à garantir aux populations une bonne survie économique grâce notamment à la sécurité alimentaire et au commerce transfrontalier et régional assurés ;
12. Saisissons par conséquent ce moment de clôture de la 9<sup>ème</sup> Réunion de concertation de l'ASSECAA pour exprimer notre engagement à nous partager les expériences de fonctionnement de nos Institutions et les stratégies mises en œuvre pour prévenir et faire face aux crises aussitôt qu'elles surviennent ;
13. Face au constat établi à l'occasion de la réflexion sur les aspects politiques et économiques des deux crises, nous membres de l'ASSECAA entérinons les recommandations suivantes :

**Adressons à l'ASSECAA les recommandations suivantes:**

- Transmettre les recommandations issues de cette réunion aux gouvernements respectifs pour leur mise en exécution
- Renforcer la diplomatie parlementaire des pays membres de l'ASSECAA;
- Participer à la session de réunion interparlementaire qui se tiendra à Kigali au mois d'octobre 2022 ;
- Collaborer pour écrire notre propre histoire ;

**Adressons aux gouvernements africains et arabes les recommandations suivantes:**

- Profiter des crises actuelles de covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne pour établir et activer des partenariats stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique arabo-africaine ;
- Réévaluer les services médicaux dans les pays africains et arabes et les rendre plus efficaces pour trouver des solutions africaines et arabes liées aux réalités africaines et arabes ;
- Investir dans la recherche afin de construire un monde africain et arabe qui soit conçu sur le modèle amélioré de ces deux mondes ;
- Redéfinir le concept de sécurité arabo-africaine et inclure la sécurité alimentaire comme l'une de ses composantes ;
- Reconsidérer le concept de sécurité alimentaire qui n'a toujours pas été une priorité dans les agendas des

organisations ou instances internationales en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire pour tous les pays arabes et africains en augmentant le niveau de production et en développant les cultures et de base ;

- Etudier les possibilités et les opportunités d'intégration alimentaire arabe et africaine afin d'améliorer la sécurité alimentaire de tous les pays de la Région ;
- Pour ce, investir dans des projets agricoles communs compte tenu de la disponibilité d'énormes excédants financiers, de vastes terres arables, de ressources et d'expériences diverses dans plusieurs domaines liés au processus de production alimentaire qui manque à l'intégration ;
- Préparer une série de mesures pour faire face aux conséquences de la hausse mondiale actuelle des prix des produits alimentaires de base ainsi que du carburant ;
- Diversifier les sources d'importation alimentaire notamment le blé ;
- Mettre sur pied un centre de recherche et d'informations pour promouvoir les échanges d'informations entre les pays afro-arabes ;
- Renforcer le commerce régional et transfrontalier ;
- Etendre ou accroître les systèmes de protection sociale pour que chaque personne puisse jouir de ses droits à un niveau de vie adéquat, y compris le droit à l'alimentation et

le droit à la sécurité sociale ;

- Accroître la production intérieure et réduire les importations ;
- Pour ce faire, investir dans le domaine agricole pour sécuriser les besoins des pays et ne pas les rendre vulnérables aux fortes variations des prix du marché dues aux différents chocs politique ou économique ;
- Profiter de la crise actuelle pour établir et activer les partenariats stratégiques, utiliser les capacités et les opportunités de chacun pour assurer la sécurité alimentaire et énergétique en Afrique et dans le monde arabe ;
- Développer les industries manufacturières, légères et moyennes en s'appuyant sur les pays qui ont de l'expérience dans ce domaine ;
- Mobiliser les investissements pour s'attaquer collectivement aux causes et conséquences des crises alimentaires ;
- Agir ensemble pour faire face aux problèmes d'importation des denrées de première nécessité et établir des chaînes d'approvisionnement alternatives ;
- Adopter des garanties/mesures pour minimiser les impacts négatifs en cas de sanctions économiques ;
- Veiller à ce que les prix des denrées de première nécessité restent accessibles à tous ;
- Créer un mécanisme de secours mutuel en cas de crise

humanitaire ;

- Repenser la politique de coopération adaptée au contexte mondial de l'heure et prendre l'initiative d'améliorer les relations diplomatiques avec les puissances ;
- Faire tout ce qui est à leur pouvoir pour peser sur l'échiquier international en exploitant en bon père de famille les richesses du sous-sol, du sol et des facilités offertes par le climat dans la production des vivres pour l'autosuffisance alimentaire ;
- Apprendre à consommer les produits locaux pour leur donner plus de valeur ;
- Prendre conscience des concepts d'indépendance politique, économique et culturelle ;
- Fournir plus d'efforts pour partager les ressources financières, technologiques et sanitaires disponibles chez eux pour atténuer la dépendance ;
- Mettre en place des mesures urgentes pour appuyer les agriculteurs du monde rural car l'expérience a montré que c'est grâce à l'agriculture paysanne que les villes ont survécu durant le confinement ;
- Adopter une politique commune de consultation régulière sur des questions de politiques sanitaires pour faire entendre leur voix ;
- Augmenter les budgets alloués à la santé et à la recherche pour promouvoir la médecine africaine et arabe ;

- S'entraider entre pays de l'ASSECA pour réaliser ensemble des projets d'agriculture et avoir ainsi de la nourriture en suffisance.

Nous ne saurions clore cette déclaration sans adresser encore une fois nos sincères et vifs remerciements à Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi, et, à travers lui, au Gouvernement et au peuple Burundais pour le chaleureux accueil et la généreuse hospitalité qu'ils nous ont accordés ainsi que pour la très bonne organisation de la réunion.

Fait à Bujumbura le 20 septembre 2022

Les Chefs de Délégation des pays membres l'ASSECAA :

1. Très Honorable Emmanuel SINZOHAGERA, Président du Sénat de la République du Burundi ;
2. Très Honorable Enaam MAYARA, Président de la Chambre des Conseillers du Maroc en même temps Président en exercice de l'ASSECAA, ainsi que tous les membres de la délégation qu'il conduit ;
3. Très Honorable Modeste BAHATI LUKWEBO, Président du Sénat de la République Démocratique du Congo, ainsi que tous les membres de sa délégation ;



4. Très Honorable Augustin IYAMUREMYE, Président du Sénat de la République du Rwanda, ainsi que tous les membres de la délégation qu'il conduit ;
5. Très Honorable DENG DEND AKOON, Président du Sénat de la République du Soudan du Sud ainsi que tous les membres de sa délégation ;
6. Très Honorable Lindiwe DLAMINI, Président du Sénat du Royaume d'ESWATINI, ainsi que tous les membres de sa délégation ;
7. Très Honorable Mabel CHINOMONA, Président du Sénat de la République du Zimbabwe ;
8. Hon. Jamal Mohamed Abdulhman FAKIRO, Premier Vice-Président du Conseil Shoura du Royaume de Bahrein ;
9. Honorable Nasser Methrif Al HEAIDI, Chef de délégation du Conseil Shoura de l'Etat du Qatar;
10. Honorable Dr. Hisham Al-Fares, Chef de délégation du Conseil Shoura du Royaume d'Arabie Saoudite;
11. Honorable Omar Dadi Addoun, Chef de délégation du Conseil de la Nation de la République Algérienne Démocratique et Populaire ;
12. Honorable Adnan Hamad ALHAMMADI, Chef de délégation du Conseil National Fédéral des Emirats Arabes Unis;
13. Honorable Dr Basheer Al-Hosh, Chef de délégation du Conseil d'Etat Libyen;

14. Honorable Abdullahi Kabira BARKIYA, Chef de délégation du Sénat de la République Fédérale du Nigéria;
15. Honorable Asumu Mum Munoz Anastasio, Chef de délégation de la République de Guinée Equatoriale;
16. Honorable Fanny MOUSSOKOURA Chantal, Vice-président du Sénat de la République de Côte d'Ivoire;
17. Honorable Snowe Jr EDWIM MELVIN, Chef de délégation de la République du Libéria;
18. Ambassadeur Yasser Elsayed Mohamed ELATAWI, Représente le Président du Sénat de la République arabe d'Egypte ;
19. M. Abdulwasie YUSSUF, Secrétaire Général de l'ASSECAA.